

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 24 mai 2022.

Quand on a fini de lire cette causerie (ou les précédente), on est pris d'un profond dégoût, on ne peut pas s'empêcher de se dire : Tout de même, quel cinéma, ils nous prennent vraiment pour des demeurés, ce qu'en effet nous sommes censés être au départ et en espérant qu'on le reste. Cependant ils vont commettre une grave erreur en croyant que, parce qu'ils détiennent tous les pouvoirs ils pourraient tous se permettre indéfiniment. Il ne faut jamais oublier la dialectique.

Ils en font trop, ils vont beaucoup trop loin, il ne nous laisse plus le choix, les accompagner jusqu'au bout dans leur délire guerrier est une injonction ou rompre avec eux par crainte des conséquences désastreuses à venir de leur folie incontrôlable. En vous disant que vous n'avez pas le choix à part adopter le leur, il vous pousse à vous poser la question de savoir si ce choix est judicieux ou non, vous devrez l'assumer par la suite, ils vous forcent la main d'une certaine manière, ils vous obligent à réfléchir, or, quand le peuple se met à réfléchir, ce n'est jamais bon pour eux ou c'est le début de la fin...

Il se pourrait que le peuple finisse par se dire, que tout cela était trop bien orchestré et chacun jouait sa partition avec beaucoup trop d'application pour être honnête, et découvrir qu'il était en présence de démagogues professionnels sans scrupules, d'une infâme vermine qui colonisait tous les pores de la société pour mieux la pourrir, de parasites qui se repaissaient de la misère et de la souffrance qu'ils avaient engendrées sur tous les continents, et applaudisse à la fin de la représentation, non pas en signe d'approbation, mais de soulagement ou de deuil, car jurant de mettre un terme à cette mascarade sordide le plus tôt possible...

Parole d'internaute

- Dialoguer, argumenter, s'indigner ne suffit plus ! On ne traite pas un fou par la raison !

La vérité sans la dialectique matérialiste ne vaut rien. On ne vous le dira pas.

**Ils s'inquiètent de la diffusion de la vérité, pas de la diffusion de la désinformation -
reseauinternational.net 24 mai 2022**

Extrait d'un article de Caitlin Johnstone :

« Des responsables américains ont directement déclaré à la presse que l'administration Biden avait délibérément semé la désinformation auprès du public en utilisant la presse grand public afin de gagner la guerre de l'information contre le Kremlin. Ils viennent littéralement de faire circuler des histoires totalement infondées sur la Russie et l'Ukraine. Pourtant, personne ne semble demander l'interdiction des comptes sur les réseaux sociaux des responsables de l'administration Biden. »

Il y a tellement de divergences entre ce que dit l'empire oligarchique et ce qu'il fait concernant la question de la désinformation qu'il faut se poser la question : quel est réellement son problème ?

Le constat qui s'impose est que l'empire oligarchique n'a aucun problème avec la désinformation puisqu'il est construit sur la propagande et les mensonges. Il n'a aucun problème avec la propagande et les mensonges. Il a un problème avec la vérité.

Ils ne s'inquiètent pas de la désinformation, ils s'inquiètent de l'information.

Ils craignent que les journalistes utilisent le pouvoir sans précédent de partage d'informations d'Internet pour révéler des faits gênants sur la structure de pouvoir la plus grande et la plus meurtrière au monde.

Ils craignent que les gens découvrent qu'on leur a menti toute leur vie sur leur monde, sur leur nation et sur leur gouvernement. Ils craignent que les gens utilisent leurs esprits nouvellement connectés pour décider ensemble qu'ils n'aiment pas beaucoup le statu quo tel qu'il a été prévu pour eux, et décident d'en construire un nouveau.

Toutes les protections que les pouvoirs mettent en place maintenant pour manipuler le flux d'informations en ligne ne sont pas là pour éliminer les mensonges, ils sont là pour éliminer la vérité.

Ces personnes ont tout intérêt à garder les choses sombres et confuses, et nous, les gens ordinaires du monde, avons tout intérêt à braquer les projecteurs sur tout. L'agenda de l'élite pour maintenir les choses dans l'obscurité est en contradiction directe avec l'agenda du peuple pour éclairer les choses.

Nous ne sommes pas protégés par une alliance complaisante d'entreprises et de gouvernements qui veulent seulement que nous connaissions la vérité, nous sommes manipulés et opprimés par un empire oligarchique qui veut nous faire croire des mensonges. C'est pourquoi ils enferment Assange, c'est pourquoi ils censurent Internet, c'est pourquoi ils remplissent nos esprits de propagande, et c'est pourquoi nous ne pouvons pas les laisser gagner. reseauinternational.net 24 mai 2022

Le Journal du Dimanche ou le négationnisme du nazisme en Ukraine.

JC – Nazis avant le 24 février 2022, plus nazis après le 24 février 2022, c'est leur conception du journalisme et de l'information.

Guerre en Ukraine : Azov, un régiment ultra-nationaliste et sulfureux, devenu symbole du martyr de Marioupol - Le Journal du Dimanche 25 mai 2022

Considéré par les uns comme une organisation néo-nazie s'étant rendue coupable d'atrocités sur la ligne de front et par les autres comme un régiment héroïque, Azov est devenu, par la force des armes et des images, le symbole du siège de Marioupol et de son martyr.

Loin de tomber dans les interprétations schématiques et les narratifs qui alimentent en continu la guerre de l'information que se livrent la Russie et l'Ukraine, nous proposons à travers cet article de revenir sur la généalogie de ce régiment et de lever ainsi le voile sur certaines ambiguïtés.

... le soleil noir, symbole ésotérique nazi popularisé par la SS, est en dépit de sa filiation considéré par beaucoup de combattants se revendiquant du néo-paganisme comme une variante nordique du Kolovrat symbolisant le soleil et sa rotation. Stylisé de façon runique, le Tryzub (trident) du parti Corps National (voir plus bas) suit cette même logique. Plus largement, le choix de tels éléments confirme en partie l'orientalisme des origines d'Azov, qui se situent au Donbass.

L'usage de la rune « *croc de loup* » Wolfsangel est tout aussi polémique. Si ce symbole remonte à l'époque médiévale et est encore utilisé sur certains blasons comme celui du quartier de Bornheim à Francfort, il fut arboré par la division SS Das Reich. **(Et la croix gammée qu'on retrouve partout, un symbole "médiéval" sans doute, sans parler des portraits d'Hitler... – JC)**

Enfin, selon certaines déclarations de combattants recueillis par l'historien et politologue originaire du Donbass, Konstantin Batozsky, que nous avons rencontré, le choix de la symbolique néo-nazie ne serait que pure provocation à l'encontre des séparatistes du Donbass... Il ne s'agirait donc pas, selon cette présentation des choses, d'un choix doctrinal mais d'un choix de circonstance visant à répondre au sectarisme des groupes ennemis.

Depuis sa création, Azov fait l'objet de vives attaques de la part des organes de presse séparatistes (Donipress, FortRuss) et russes (Russia Today, Sputnik), avec plus ou moins de succès. S'il n'y a aucun doute que des éléments radicaux existent au sein du régiment et que le parti Corps National soit bel et bien un parti ultra-nationaliste situé à l'extrême droite de l'échiquier politique, l'impact de ces accusations et généralisations s'articule ici en deux temps.

D'une part, elles décrédibilisent l'État ukrainien, accusé d'employer des « *bataillons néo-nazis* » contre les populations du Donbass. La révolution de Maïdan est ainsi associée à un putsch ayant porté au pouvoir une junte fascisante.

Cet article est republié à partir de *The Conversation* (**Fournisseur d'articles pour le Forum économique mondial. - JC**).

[Ah la mémoire ou les donneurs de leçons sont des monstres de cruauté !](#)

1991 : George Bush bombarde une route en Irak, 25 000 morts étalés sur 80 km de bouchon - lemediaen442.fr 24 mai 2022

Il y a un an, Joe Biden traitait Vladimir Poutine de « *tueur sans âme* », affirmant que son homologue russe paierait le prix de son ingérence dans les affaires américaines. Joe Biden faisait sans doute allusion à la défaite américaine en Syrie face à la Russie. On n'en était pas encore à la guerre en Ukraine — une « *affaire américaine* » sous couvert de l'Otan. D'ailleurs, les États-Unis étaient-ils bien placés pour accuser qui que ce soit de crime ? Ils ont sévi en Afghanistan, mais un des crimes de guerre les plus brutaux qu'ils ont commis a eu lieu il y a 25 ans, en Irak à l'ouest de Koweït City.

Dans la nuit du 26 au 27 février 1991, après un cessez-le-feu, le président George Bush a ordonné à ses troupes de massacrer l'armée irakienne en retraite. Des avions de chasse des forces de la coalition se sont écrasés sur le convoi non armé et ont immobilisé les véhicules à l'avant et à l'arrière, de sorte qu'ils ne pouvaient pas s'échapper. Puis les vagues successives d'avions ont pilonné les véhicules piégés pendant des heures, un bouchon de 80 km de troupes accompagnées de leurs aides civiles, des voitures, autocars, véhicules divers, pare-choc contre pare-choc, et quelques

chairs, fuyant la guerre, capitulant sur l'injonction de quitter le Koweït et retournant sur Bagdad. L'aviation américaine a laissé 25 000 morts étalés sur les 80 km de ce qu'on a appelé l'autoroute de la mort.

Après la fin du carnage, quelque 2 000 véhicules irakiens sont restés, détruits, et les corps de dizaines de milliers de soldats irakiens ont été carbonisés et démembrés sur 80 km. Plusieurs centaines d'autres jonchaient une autre route, l'autoroute 8, qui mène à Basra. Les scènes de dévastation sur ces deux routes sont devenues quelques-unes des images les plus emblématiques de la guerre du Golfe.

Les images :

<https://lemediaen442.fr/1991-george-bush-bombarde-une-route-en-irak-25-000-morts-etales-sur-80-km-de-bouchon/>

Quand l'armée française « pacifiait » au napalm

Parler de l'usage du napalm par la France durant la guerre d'indépendance, c'est revenir sur un déni d'État. À l'instar d'autres armes chimiques, ce produit a été utilisé en dépit des conventions de Genève dont Paris était signataire. S'il est difficile de dresser un bilan complet aujourd'hui, les témoignages sont là pour rappeler l'étendue de cette violence.

<https://reseauinternational.net/quand-larmee-francaise-pacifiait-au-napalm/>

Sinon, franchement à quoi bon se donner tout se mal !

Montant record pour les dividendes versés aux actionnaires au premier trimestre 2022 - francesoir.fr 25 mai 2022

Atteindra-t-on 1 540 milliards de dollars de dividendes mondiaux d'ici à la fin de l'année ? C'est en tout cas la prédiction de la société de gestion d'actifs, Janus Henderson, qui table sur « *une augmentation de 4,6 %* » par rapport à 2021, qui était déjà une année record, rapporte Boursorama. Le groupe britannique vient de publier une étude montrant que les versements aux investisseurs ont augmenté de 11 % pour atteindre 302,5 milliards de dollars (soit 283,5 milliards d'euros) sur les trois premiers mois de l'année, un record pour cette période « *traditionnellement plus calme* ». francesoir.fr 25 mai 2022

France. La preuve est faite qu'on peut vivre sous un régime fasciste sans s'en apercevoir.

Comment appelle-t-on un régime qui vous empêche de vous soigner avec des médicaments efficaces et qui vous laisse délibérément mourir ? Il y en a qui l'ont peut-être déjà oublié, qui sait.

Macron et son gouvernement livre des armes lourdes à un régime néonazi, et ça passe comme une lettre à la poste, aucun journal en France n'en fera sa couverture, aucun parti politique ne mènera

campagne sur ce thème, dans ce pays le fascisme est banalisé, c'est la nouvelle norme politique et tous s'en accommodent quoiqu'ils disent par ailleurs. Dès lors qu'on refuse de caractériser notre ennemi comme il se doit, comment pourrions-nous résister et le combattre efficacement ?

Autant dire que cela encourage le régime fasciste français à aller toujours plus loin dans la tyrannie contre le peuple, cela l'encourage à s'attaquer à tous nos acquis sociaux ou politiques, aux fondements de la civilisation. Ce régime fasciste peut s'appuyer sur la composition sociale de la société telle qu'elle existe de nos jours, car évidemment il ne pourrait pas exister sans cette base sociale, ce dont personne non plus ne veut prendre en compte pour analyser et comprendre la situation politique, bien qu'il s'agisse d'une combinaison de facteurs parvenus à maturité qui y a conduit.

On retrouve les mêmes ingrédients en plus accentués que ceux mentionnés par Lénine en 1916 dans L'impérialisme et la scission du socialisme, dont deux passages figurent dans la page d'accueil du portail LVOG. J'avais affirmé que l'embourgeoisement des masses était le principal obstacle au socialisme, il est devenu le principal facteur sur lequel le fascisme peut s'appuyer. Vous prenez tous les patrons ou assimilés des professions libérales, les cadres ou CSP+, les ménages disposant de deux revenus, les ménages ayant bénéficié d'un héritage d'un parent, patrimoine immobilier, assurance vie, compte en banque et biens divers, la moitié des retraités, et sur environ 48 millions d'adultes vous en avez entre 30 et 35 millions qui disposent d'un mode de vie relativement confortable, et s'ils doivent faire face à des difficultés financières, c'est uniquement parce qu'ils les ont cherchées en dépensant sans compter ou en vivant au-dessus de leurs moyens, et parmi les 13 ou 18 millions restant, le tiers ou la moitié seulement sont réellement pauvres ou ne peuvent pas honorer des dépenses courantes ou satisfaire des besoins élémentaires.

La vieillesse est un naufrage.

- La seule catégorie socioprofessionnelle majoritairement favorable à la retraite à 65 ans, celle des actuels retraités selon Elabe (57%), est celle qui se déclare majoritairement (64%) prête à participer aux prochaines législatives les 12 et 19 juin 2022, selon Ipsos.

En Inde où je vis, dans ma famille, mon entourage ou mon village, c'est plus de 95% qui disposent d'un ou deux revenus qui sont pauvres, je veux dire par là qu'ils en sont déjà réduits à vivre avec le strict minimum vital, et qu'au moindre imprévu, soit ils vont liquider leurs maigres économies s'ils en ont, soit ils devront emprunter de l'argent à quelqu'un moyennant des intérêts à des taux usuraires, 36% l'an au minimum, au détriment de leur alimentation, de leur santé et celle de leurs enfants, de l'entretien de leur habitation et de leur moyen de locomotion.

Cette situation ne concerne qu'une toute petite minorité en France et l'immense majorité en Inde, l'ayant sous les yeux quotidiennement, cela m'est plus facile d'en parler. Personnellement, je vis relativement confortablement en me privant sur tout, et je parviens à peine à économiser pour financer des dépenses imprévues ou à venir, comme par exemple le remplacement des batteries de secours en cas de coupures de courant quasi-quotidiennes en été, dès qu'il pleut ou au moindre coup de vent. Ne bénéficiant pas de la Sécurité sociale, mes maigres économies contribuent à me soigner quand je suis malade ou pour payer des soins dentaires très onéreux, dernièrement toutes mes économies y sont passées et mon compte courant était à sec.

L'immense majorité des Français sont des nantis, il faut dire les choses telles qu'elles sont, et comme ils n'ont aucune conscience politique ou si peu, ils estiment qu'ils doivent leur condition au capitalisme et aux institutions de la Ve République, et par conséquent ils laissent décider de leur destin à leur place le Président et son gouvernement, le parlement. On a eu l'occasion de voir

jusqu'où cette soumission aveugle pouvait aller au cours des deux dernières années écoulées, et à quoi elle pouvait conduire lors du conflit entre les Etats-Unis et la Russie en Ukraine, au moins l'économie de guerre permet de garantir des emplois et d'engranger d'énormes profits à se partager, c'est toujours cela de gagner ! Ce que je décris est un simple constat, ni une insulte ni méprisant.

D'un déni à l'autre ou d'une imposture à l'autre, cela a permis à Macron de se faire réélire et de conforter le camp de la guerre contre tous les peuples, sur fond de désertion ou de capitulation sur toute la ligne du mouvement ouvrier qui s'est empressé de le légitimer. Ses dirigeants ont adopté une ligne politique opportuniste consistant à accompagner la dégénérescence ou la désintégration de la société, tandis qu'ils soutiennent les mouvements sociaux ou les travailleurs en lutte sur leur lieu de travail, histoire de sauver les apparences. C'est un marché de dupes.

Il ne serait plus possible de lutter pour le socialisme ou un changement de régime économique... Ok, d'accord, on n'a plus qu'à attendre une bonne guerre, c'est cela ? Cela ne résoudrait rien au stade de décomposition où nous en sommes rendus. Je ne peux pas m'y résoudre, désolé, au risque de passer pour un illuminé. On doit se donner les moyens de réhabiliter le socialisme qui n'a jamais failli...

A quoi cela vous fait-il penser : Ces deux partis ont mis en place un système d'alliance politique qui a verrouillé le choix des électeurs entre ces deux partis ?

JC- Aux Etats-Unis ? Vous brûlez, vous y êtes presque, c'est la même famille anglo-saxonne mais ailleurs.

Sri Lanka - Le pays est basé sur le système de Westminster propre aux pays ayant fait partie de l'Empire britannique, avec un parti au pouvoir, et un parti d'opposition. Depuis l'indépendance en 1948, le pouvoir est partagé entre les mains de deux partis mastodontes : le Parti national uni représentant la droite singhalaise conservatrice et libérale ; et le Parti de la liberté du Sri Lanka représentant la gauche singhalaise socialiste. Ces deux partis ont mis en place un système d'alliance politique qui a verrouillé le choix des électeurs entre ces deux partis.

- Le système de Westminster est un système parlementaire de gouvernement fondé sur celui existant au Royaume-Uni. Il tire son nom du palais de Westminster, le siège du Parlement britannique.

Il est utilisé dans la plupart des nations membres ou anciennement membres du Commonwealth...

Les pays utilisant le système de Westminster peuvent être des monarchies, comme le Royaume-Uni mais aussi le Canada ou l'Australie où la reine est représentée par un gouverneur général, ou des républiques comme l'Inde ou l'Irlande.

En matière de législation, le monarque donne la sanction royale aux projets de loi afin que ceux-ci entrent en vigueur. Il exerce également un pouvoir réglementaire par des Ordres en Conseil (order in council) qui ne dépendent pas du Parlement. Le monarque conserve également le pouvoir de dissoudre le Parlement, signer les traités, déclarer la guerre, attribuer les décorations et nommer les fonctionnaires. Toutefois, en pratique, ces compétences sont toujours exercées sur le conseil du Premier ministre ou des autres ministres du gouvernement. Ces derniers sont nommés par le monarque parmi les membres du Parlement. Par convention constitutionnelle, est nommé le chef du parti capable de recevoir la confiance de la Chambre des communes devant laquelle le gouvernement est responsable. Wikipédia.org

En France, avec la Constitution de la Ve République c'est le Président de la République qui récupère les pouvoirs exorbitants du monarque, on se retrouve donc sous un régime monarchique déguisée en république bonapartiste, qui grâce à un vernis démocratique permet d'atténuer ou de camoufler selon les circonstances sa nature dictatoriale.

En famille. Quand Corbière (LFI) sélectionne les ministres de Macron ou se prend pour le Premier ministre.

Pour Alexis Corbière, Damien Abad "ne peut en l'état pas faire partie du gouvernement" - BFMTV 25 mai 2022

JC - Selon monsieur Corbière, sous la présidence du tyran Macron, il y aurait ceux ou celles qui mériteraient d'être ministres et ceux ou celles qui ne le mériteraient pas, c'est à croire qu'ils partagent les mêmes critères de sélection. Cela devrait ôter un affreux doute à ceux qui estimaient que Mélenchon ne pourrait pas être son Premier ministre.

Un arc face à un lance-missiles, un cheval à la place d'un char, un conte de fées en guise de stratégie militaire. Pathétique.

Législatives: la Nupes présente son plan "Robin des bois" pour le pouvoir d'achat - BFMTV 27 mai 2022

Pourquoi n'as-tu pas envie de te syndiquer ? Devine.

Suppression de la redevance : Les syndicats de France Télévisions appellent à la grève le 28 juin - Puremédias 25 mai 2022

JC – Que penser de « *syndicats* » qui s'opposent à la suppression d'une taxe, qui sont favorables à toutes sortes de taxes ou impôts ? Quand eux ou des ONG de merde réclament de nouvelles taxes pour les capitalistes, qu'est-ce qui se passe chaque fois ? C'est nous qui la payons ! Ils nous prennent pour des cons, cela n'arrête pas, et les abrutis de gauchistes applaudissent !

Ils sont au bord de la panique.

Nouveau gouvernement: après l'attente, la déception? - Slate.fr 27 mai 2022

Le gouvernement d'Élisabeth Borne, à la composition tant attendue, est déjà mis en difficulté. Slate.fr 27 mai 2022

Affaire Abad: un gouvernement paralysé par le scandale? - BFMTV 27 mai 2022

Alors que son ministre des Solidarités est accusé de viol par deux femmes, le gouvernement verrouille sa communication. BFMTV 27 mai 2022

- Éric Dupond-Moretti, mis en examen pour prise illégale d'intérêts, a été reconduit dans ses fonctions.
- Gérald Darmanin, enquête pour viol
- Olivier Dussopt, visé par une enquête pour corruption, a été nommé ministre du Travail.
- Sébastien Lecornu, visé par une enquête pour prise illégale d'intérêts, a été nommé ministre des Armées.
- Damien Abad accusé de viols

Le député LREM suppléant Matheus Branquinho, accusé d'agressions sexuelles sur des enfants, est renvoyé en correctionnelle. L'élu a reconnu détenir des milliers de fichiers pédopornographiques.

La terreur comme unique mode de gouvernance. Les bioterroristes du Forum économique mondial/OMS sont passés à l'acte.

JC - Rappel dans un article publié le 24 mai 2022 : Cela a commencé avec les commentaires de Bill Gates sur les perspectives de bioterrorisme lié à la variole lors d'une interview du 4 novembre 2021 et a été suivi par l'annonce, le 16 novembre, d'une enquête du CDC/FBI sur 15 flacons suspects étiquetés « *variole* » dans une usine Merck à Philadelphie.

Variole du singe : la HAS recommande une vaccination des personnes contacts à risque, dont les professionnels de santé - orange.fr 24 mai 2022

Dans un communiqué publié mardi 24 mai, la Haute autorité de santé a recommandé la vaccination en post-exposition pour "*les personnes adultes contacts à risque d'exposition au Monkeypox*", la variole du singe dont les cas se multiplient en Europe, notamment en France où trois nouveaux cas ont été confirmés mardi 24 mai.

Les personnes contacts à risque, telles que définies par Santé publique France, sont les personnes "*ayant eu un contact physique direct non protégé avec la peau lésée ou les fluides biologiques d'un cas probable ou confirmé symptomatique, quelles que soient les circonstances y compris actes de soin médical ou paramédical, ou partage d'ustensiles de toilettes, ou contact avec des textiles (vêtements, linge de bain, literie) ou de la vaisselle sale utilisés par le cas probable ou confirmé symptomatique*".

Les personnels soignants exposés sans protection au virus sont donc également concernés par cette recommandation.

La recommandation ne concerne que le vaccin de 3ème génération, mieux toléré que ceux de première et deuxième génération.

Idéalement, la HAS préconise de l'administrer dans les 4 jours suivant l'exposition au virus, au maximum 14 jours plus tard. Deux doses seront nécessaires pour un schéma vaccinal complet, espacées de 28 jours, trois pour les personnes immunodéprimées.

Pas de vaccins autorisés pour les enfants

Seuls les adultes sont concernés, le vaccin de 3e génération n'ayant pas reçu d'autorisation de mise sur le marché pour les enfants. "*La stratégie vaccinale proposée s'inscrit dans une stratégie de prise en charge plus globale incluant notamment la mise à disposition de traitements antiviraux non évalués par la HAS mais disposant d'une AMM dans l'indication du Monkeypox, en particulier pour les enfants éligibles*", note la HAS.

Cette maladie est une cousine moins dangereuse de la variole, éradiquée depuis une quarantaine d'année.

Pour l'heure bénins, ces cas inquiètent toutefois les autorités sanitaires, car ils apparaissent simultanément dans de nombreux pays, chez des personnes qui, pour la plupart, n'avaient pas de lien direct avec les pays où la maladie circule.

La variole du singe est habituellement transmise à l'homme par des rongeurs sauvages ou des primates. Mais une transmission inter-humaine est également possible, par contact direct avec les lésions cutanées ou les muqueuses d'une personne malade, ainsi que par les gouttelettes.

Au moins 10 pays européens concernés

Au moins une dizaine de pays européens ainsi que l'Australie, le Canada et les Etats-Unis, des pays où sa présence est inhabituelle, ont fait état de cas de variole du singe. orange.fr 24 mai 2022

Commentaires d'internautes

1- 3 cas et on reparle de vaccination. Est-ce que cela n'interpelle personne ? Bientôt un vax pour une maladie hypothétique. L'avenir est en marche. Ce qui est surprenant c'est que cette maladie apparaisse simultanément dans les pays européens donc quel en est le point commun à tous ?

2- De qui se moque-t-on? Le premier article à ce sujet disait que ce n'est pas dangereux et que tous les symptômes disparaissent au bout de quelques jours! et soudain faut vacciner? Je ne sais ce qui me choque le plus, que l'on nous prenne pour des imbéciles ou que les laboratoires veuillent encore se faire plus d'argent! A se demander si ce ne sont pas ces mêmes labos qui disséminent des virus!

Le mythe de la variole du singe - reseauinternational.net 26 mai 2022

« *La variole du singe* » – qui aurait pu le voir venir ? Eh bien, apparemment, l'organisation fondée par Ted Turner en 2001, appelée « *Nuclear Threat Initiative* » (NTI), l'a vu venir lorsqu'elle a publié un rapport en novembre 2021 intitulé « *Strengthening Global Systems to Prevent and Respond to High-Consequence Biological Threats* » (Renforcer les systèmes mondiaux de

prévention et de réponse aux menaces biologiques à haut risque). Le rapport indique qu'en mars 2021, ils se sont associés à la Conférence sur la sécurité de Munich pour réaliser un scénario d'exercice impliquant une « *pandémie mondiale mortelle impliquant une souche inhabituelle du virus de la variole du singe qui est apparue dans la nation fictive de Brinia et s'est répandue dans le monde entier en 18 mois... la pandémie fictive a entraîné plus de trois milliards de cas et 270 millions de décès dans le monde.* »

Étonnamment, le scénario prévoyait l'apparition de l'épidémie de variole du singe à la suite d'un acte de bioterrorisme en mai 2022, là où nous en sommes aujourd'hui.

Dans l'ensemble, le rapport du NTI se lit comme l'Event 201 sous Ritalin. (L'Event 201 a eu lieu le 18 octobre 2019. Il s'agissait d'un exercice impliquant une « pandémie de coronavirus », quelques mois seulement avant que la « pandémie » de COVID-19 ne soit déclarée).

<https://reseauinternational.net/le-mythe-de-la-variole-du-singe/>

L'hypothèse chinoise sur les expériences biologiques militaires US - Réseau Voltaire 25 mai 2022

Washington a admis diriger 336 laboratoires biologiques dans 30 pays à travers le monde, dont 26 en Ukraine. Cependant, les contrats saisis par l'armée russe suggèrent que les États-Unis ont en réalité signé des contrats avec 49 pays, bien plus qu'ils ne l'aient admis.

Selon Washington ces contrats ne violent pas la Convention sur l'interdiction des armes biologiques de 1975, bien qu'ils soient développés par un organe du Pentagone, l'Agence fédérale de réduction des menaces contre la Défense (Defense Threat Reduction Agency — DTRA).

L'armée russe affirme que la DTRA a mené des expériences biologiques sur des malades mentaux ukrainiens à l'hôpital psychiatrique n° 1 (village de Streletchyé, région de Kharkov) et a utilisé un agent tuberculeux pour infecter la population du district de Slavianserbsk (République populaire de Lougansk).

Les laboratoires biologiques militaires US en Ukraine ont déjà fait l'objet d'un débat au Conseil de Sécurité, le 11 mars 2022. Les États-Unis ont expliqué que, loin de préparer de nouvelles armes biologiques, leur coopération en matière biologique militaire avec l'Ukraine visait exclusivement à détruire les restes des programmes soviétiques en la matière dans ce pays. Or cela ne répond pas au fait que ce programme est poursuivi dans 30 pays au moins, ni les crédits qui y sont attribués, ni qu'ils se poursuivent depuis une trentaine d'années.

La presse chinoise, quant à elle, fait remarquer que, dans les années 80, le United States Army Medical Research Institute of Infectious Diseases avait dispersé des moustiques *Aedes aegypti* vecteurs de la dengue, du chikungunya et du virus Zika sur sa propre population dans l'État de Géorgie. Aujourd'hui la DARPA (Defense Advanced Research Projects Agency) mène des recherches sur les « *Insectes alliés* ».

Officiellement il s'agit de transformer des insectes en cyborgs (photo) pour qu'ils modifient génétiquement des plantes afin d'augmenter leur rendement, mais officieusement il pourrait s'agir

de l'inverse : de stériliser les cultures des pays ennemis et y provoquer des famines, avaient mis en garde la revue Science, en 2018 [1]

Pour la presse chinoise, c'est cet objectif qui explique la dissémination des expériences de la DTRA dans tous les pays alentour de la Russie et de la Chine.

L'interdiction d'exporter des engrais russes à base de potasse entrave l'agriculture dans de nombreux pays, particulièrement en Afrique. La dissémination de mines navales au large de l'Ukraine empêche l'exportation des récoltes ukrainiennes vers l'Afrique et l'Asie. Cette situation fait peser une grave menace de famine mondiale dont le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, s'est déjà saisie.

[1] "Agricultural research, or a new bioweapon system ? Insect-delivered horizontal genetic alteration is concerning", by R. G. Reeves, S. Voeneky, D. Caetano-Anollés, F. Beck, C. Boète, Science, October 5, 2018. « L'armée d'insectes du Pentagone », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie) , Réseau Voltaire, 9 octobre 2018.

Totalitarisme et terrorisme d'Etat. 300 laboratoires américains dans le monde dédiés au bioterrorisme, était-ce vraiment "un mystère" ?

JC - Comment justifier auprès de la population des mesures liberticides permanentes ? En la maintenant indéfiniment dans un état de psychose collective à l'aide de virus qui auront été trafiqués et balancés dans la nature, c'est tellement facile.

Le corps humain étant un creuset à virus, ces virus vont forcément se retrouver partout, il suffira ensuite de tester la population pour constater que c'est bien le cas et lui faire croire qu'elle est en danger, pour qu'elle accepte n'importe quel traitement ou se fasse vacciner comme du bétail, alors que ce n'était pas la peine, l'essentiel étant qu'elle adopte les mesures liberticides destinées à l'atomiser, permettant ainsi au gouvernement d'appliquer sa politique ultra réactionnaire au lieu de se rassembler pour la combattre.

Gates est-il passé à l'acte ? : "Que se passerait-il si un bioterroriste apportait la variole dans dix aéroports ? Comment le monde réagirait-il ?"

Variole du singe en Europe : "une situation qui peut être contrôlée", selon l'OMS - orange.fr 23 mai 2022

Pour l'heure, l'apparition des dizaines de cas de variole du singe en Europe et Amérique-du-Nord, des pays où la maladie n'est pas endémique, reste un mystère.

Neuf pays de l'UE (Autriche, France, Belgique, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Espagne, Portugal, Suède) concentrent pour l'instant 67 cas, selon l'agence de l'Union européenne chargée des maladies (ECDC).

Il y a actuellement "moins de 200 cas confirmés et suspectés" dans ces pays non endémiques, selon Maria Van Kerkhove, chargée de la lutte contre le Covid-19 mais aussi les maladies émergentes et

zoonoses à l'OMS. Ce chiffre concerne seulement des pays où la présence de la variole du singe est inhabituelle.

L'OMS s'est cependant montrée confiante sur la possibilité de "*stopper*" la transmission de la maladie entre humains dans ces pays "*non endémiques*", lors d'une séance de questions/réponses lundi. "*C'est une situation qui peut être contrôlée, particulièrement dans les pays où nous voyons cette épidémie se produire en Europe*", a déclaré Maria Van Kerkhove. L'identification précoce et l'isolement des cas font partie des mesures préconisées par l'OMS comme par l'ECDC, a-t-elle souligné, précisant qu'il n'y avait pour l'heure pas de cas grave.

Ce qui intrigue et préoccupe les experts est l'apparition simultanée de cas dans de nombreux pays, chez des personnes qui, pour la plupart, n'avaient pas de lien direct avec les pays où la maladie est endémique. orange.fr 23 mai 2022

JC - Vous avez noté comment ils ont filé la métaphore sur le thème de la naïveté ou la manière de faire les idiots l'air de rien : - un mystère ; - inhabituelle ; - qui intrigue. En somme, ils nous prennent pour des cons. Et comment sont confirmés en laboratoire les cas de variole du singe, je vous le donne en mille ? Via un test PCR qui a servi à créer la pandémie de Covid-19 sinon inexistante ! (Info lu dans Les Echos le 22 mai 2022)

Quand l'ONU devient le gouvernement mondial totalitaire

Coup d'État discrètement planifié de l'OMS pour dicter le programme de santé mondial de Gates et Big Pharma Par F. William Engdahl - Mondialisation.ca, 23 mai 2022

Sur une initiative de l'administration Biden, l'Organisation mondiale de la Santé imposera, sauf miracle, d'ici novembre 2022, c'est-à-dire au début de la prochaine saison de grippe dans l'hémisphère nord, un contrôle descendant sans précédent sur les réglementations et mesures sanitaires nationales de la planète entière. Dans ce qui s'apparente à un coup d'État discrètement planifié, l'OMS obtiendra de nouveaux pouvoirs draconiens lui permettant de passer outre la souveraineté nationale dans 194 pays membres des Nations unies et de dicter leurs mesures sanitaires avec la force du droit international. On en parle parfois comme du traité de l'OMS sur les pandémies, mais c'est bien plus que cela. Pire, la majeure partie du budget de l'OMS provient de fondations privées liées aux vaccins, comme la Fondation Gates, ou de Big Pharma, ce qui constitue un énorme conflit d'intérêts.

Nouveaux pouvoirs draconiens de l'OMS

Faire quelque chose de façon furtive signifie le faire de manière secrète ou dissimulée, afin d'éviter qu'il ne soit largement connu et éventuellement combattu. Cela s'applique à la proposition faite par l'administration Biden à l'OMS de Genève le 18 janvier 2022, selon les documents officiels de l'OMS. L'OMS a caché les détails des « *amendements* » américains pendant près de trois mois, jusqu'au 12 avril, un mois seulement avant que l'organe compétent de l'OMS ne se réunisse pour approuver ces mesures radicales. De plus, au lieu des 18 mois d'attente précédents pour devenir un traité en droit international, seuls 6 mois sont utilisés cette fois-ci. C'est une véritable fuite en avant. La proposition américaine est soutenue par tous les pays de l'UE et par 47 pays au total, ce qui garantit une adoption quasi certaine.

Les propositions, officiellement intitulées « *Renforcer la préparation et la réponse de l'OMS aux urgences sanitaires : Proposition d'amendements au Règlement sanitaire international* », ont été soumises par la secrétaire adjointe aux Affaires mondiales du département américain de la Santé et des Services sociaux, Loyce Pace, en tant qu'« *amendements* » à un traité de 2005 sur le Règlement sanitaire international de l'OMS déjà ratifié. L'OMS définit ce traité de 2005 ainsi :

« *Le Règlement sanitaire international (2005) (RSI) constitue un cadre juridique général qui définit les droits et les obligations des pays dans la gestion des événements et des urgences de santé publique susceptibles de franchir les frontières. Le RSI est un instrument de droit international qui est juridiquement contraignant pour 196 pays, dont les 194 États membres de l'OMS* ».

Pace a rejoint l'administration Biden après avoir dirigé le Conseil mondial de la santé, qui compte parmi ses membres les noms les plus corrompus de Big Pharma, dont Pfizer, Lilly, Merck, J&J, Abbott et AVAC, financée par Bill Gates, pour n'en citer que quelques-uns. Ses propositions de transformation radicale des pouvoirs de l'OMS en matière de « *pandémies* » et d'épidémies auraient facilement pu être rédigées par Gates et Big Pharma.

Avant d'examiner ce que les « *amendements* » de Loyce Pace feront pour permettre la transformation de l'OMS en une dictature mondiale de la santé dotée de pouvoirs sans précédent pour annuler les jugements de tout gouvernement national, il convient de noter un problème juridique discrètement planifié. En déguisant un changement complet des pouvoirs du traité de 2005 de l'OMS en simples « *amendements* » à un traité ratifié, l'OMS prétend, avec l'administration Biden, que l'approbation des amendements ne nécessite aucun nouveau débat de ratification par les gouvernements membres. C'est de la discrétion. Sans débat national par des représentants élus, l'OMS non élue deviendra à l'avenir une superpuissance mondiale sur la vie et la mort. Washington et l'OMS ont délibérément restreint le processus de participation du public pour faire passer ce projet en force.

Une nouvelle loi de facto

Comme il se doit, l'OMS a finalement publié les « *amendements* » américains. On y trouve les suppressions ainsi que les nouveaux ajouts. Les modifications apportées par l'administration Biden transforment le rôle consultatif de l'OMS auprès des gouvernements nationaux, non seulement sur les réponses aux pandémies mais aussi sur tout ce qui touche à la « *santé* » nationale, en un tout nouveau pouvoir de passer outre les agences sanitaires nationales si le directeur général de l'OMS, désormais Tedros Adhanom, le décide. L'administration américaine Biden et l'OMS se sont entendues pour créer un traité entièrement nouveau qui fera passer toutes les décisions en matière de santé du niveau national ou local à Genève, en Suisse, et à l'OMS.

L'article 9 est typique des modifications apportées par Washington au traité existant de l'OMS. La modification américaine consiste à insérer « *pourra* » et à supprimer « *devrait* » de l'OMS : « *Si l'État partie n'accepte pas l'offre de collaboration dans les 48 heures, l'OMS pourra...* ». Dans le même article, le mot « *offre de collaboration par l'OMS, en tenant compte de l'avis de l'État partie concerné...* » est supprimé. Le point de vue ou le jugement des autorités sanitaires de l'Allemagne, de l'Inde ou des États-Unis ne sont plus pertinents. L'OMS pourra passer outre les experts nationaux et dicter en tant que loi internationale ses mandats pour toutes les pandémies futures, ainsi que pour les épidémies ou même les problèmes de santé locaux.

De plus, dans le nouvel article 12 proposé sur la « *Détermination d'une urgence de santé publique de portée internationale, d'une urgence de santé publique de portée régionale ou d'une alerte sanitaire intermédiaire* », le chef de l'OMS – maintenant Tedros dans son nouveau mandat de cinq

ans – peut décider seul de déclarer une urgence, même sans l'accord de l'État membre. Le chef de l'OMS consultera alors le « comité d'urgence » de l'OMS concerné sur la polio, l'Ebola, la grippe aviaire, le COVID ou tout autre problème déclaré. En bref, il s'agit d'une dictature mondiale sur la santé des citoyens par l'un des organismes de santé les plus corrompus au monde. Les membres d'un comité d'urgence donné de l'OMS sont choisis selon des procédures opaques et généralement, comme dans le cas du comité actuel sur la polio, de nombreux membres sont liés aux différents fronts de la Fondation Gates comme GAVI ou CEPI. Pourtant, le processus de sélection est entièrement opaque et interne à l'OMS.

Entre autres pouvoirs, le nouveau traité sur les pandémies donnera à Tedros et à l'OMS le pouvoir de rendre obligatoires les passeports vaccinaux et les vaccins COVID dans le monde entier. Ils travaillent actuellement à la création d'un programme mondial de passeport vaccinal/identité numérique. En vertu du nouveau « traité sur la pandémie », lorsque des personnes sont lésées par les politiques de santé de l'OMS, il n'y a aucune responsabilité. L'OMS bénéficie de l'immunité diplomatique.

Astrid Stuckelberger, ancienne cadre supérieure de l'OMS et lanceuse d'alerte, aujourd'hui scientifique à l'Institut de santé mondiale de la Faculté de médecine de l'Université de Genève, a fait remarquer que « *si le nouveau traité sur les pandémies est adopté par les États membres, cela signifie que la Constitution de l'OMS (conformément à l'article 9) primera sur la Constitution de chaque pays en cas de catastrophe naturelle ou de pandémie. En d'autres termes, l'OMS dictera aux autres pays et ne fera plus de recommandations.* »

Qui est l'OMS ?

Selon les nouvelles règles, le directeur général de l'OMS aurait le pouvoir ultime de déterminer, par exemple, si le Brésil, l'Allemagne ou les États-Unis doivent imposer un confinement pandémique de type Shanghai ou toute autre mesure qu'il déciderait. Ce n'est pas une bonne chose. Surtout lorsque le chef de l'OMS, Tedros, originaire de la région du Tigré en Éthiopie, est un ancien membre du Politburo de l'organisation marxiste désignée comme terroriste (à l'époque par Washington), le Front de libération du peuple du Tigré. Il n'est pas titulaire d'un diplôme de médecine, le premier dans l'histoire des directeurs généraux de l'OMS à ne pas en avoir. Il est titulaire d'un doctorat en santé communautaire, un domaine assurément vague, qui ne constitue pas une qualification médicale pour un tsar de la santé mondiale. Parmi les articles scientifiques qu'il a publiés figurent des titres tels que « *Les effets des barrages sur la transmission du paludisme dans la région du Tigré* ». Il aurait obtenu son poste à l'OMS en 2017 grâce au soutien de Bill Gates, le plus grand donateur privé de l'OMS.

En tant que ministre éthiopien de la Santé sous la dictature dirigée par le Tigré, Tedros a été impliqué dans la dissimulation scandaleuse de trois grandes épidémies de choléra dans le pays en 2006, 2009 et 2011. Un rapport d'enquête publié par la Society for Disaster Medicine and Public Health a révélé que, lors d'une des principales épidémies de choléra, « *malgré l'identification en laboratoire du V cholerae comme étant la cause de la diarrhée aqueuse aiguë (DLA), le gouvernement éthiopien (Tedros) a décidé de ne pas déclarer une « épidémie de choléra » par crainte des répercussions économiques résultant des embargos commerciaux et de la baisse du tourisme. En outre, le gouvernement, au mépris du Règlement sanitaire international (OMS), a continuellement refusé de déclarer une épidémie de choléra et a largement décliné l'aide internationale.* »

En tant que ministre éthiopien de la Santé, puis des Affaires étrangères, Tedros a été accusé de nettoyage ethnique systématique contre les tribus rivales du pays, en particulier les Amharas, de

refuser aux partisans de l'opposition l'aide alimentaire de la Banque mondiale et d'autres organismes, ainsi que de népotisme et de détournement de fonds internationaux destinés à la construction d'hôpitaux pour soutenir politiquement son parti minoritaire. Ironiquement, c'est le contraire de la nouvelle loi sur l'OMS que Tedros soutient aujourd'hui. Le 22 septembre 2021, l'Allemagne de Merkel a proposé Tedros pour un nouveau mandat sans opposition.

OMS, Gates, GERM

Le plus grand donateur de l'OMS (incluant GAVI), l'autoproclamé « tsar du tout mondialiste », Bill Gates, a donné un avant-goût de ce qui nous attend avec les nouvelles règles. Dans son billet de blog du 22 avril, Gates propose quelque chose d'amusant avec l'acronyme GERM – Global Epidemic Response and Mobilization-team (équipe de mobilisation et de réponse aux épidémies mondiales). Il s'agirait d'une « *organisation permanente d'experts entièrement rémunérés et prêts à organiser une réponse coordonnée à une épidémie dangereuse à tout moment* ». Il dit que son modèle est le film hollywoodien « *Alerte !* ». « *Les experts en surveillance des maladies de l'équipe rechercheraient les épidémies potentielles. Dès qu'elle en repère une, le GERM devrait avoir la capacité de déclarer une épidémie...* » Elle serait coordonnée par, bien sûr, l'OMS de Tedros : « *Le travail serait coordonné par l'OMS, le seul groupe qui puisse lui donner une crédibilité mondiale.* »

Une notion dystopique de ce qui pourrait se produire est l'actuelle fausse épidémie de « *grippe aviaire* », H5N1, qui entraîne l'élimination de dizaines de millions de poulets dans le monde entier si un seul poussin est testé positif pour la maladie. Le test est le même test PCR frauduleux utilisé pour détecter le COVID-19. Récemment, le Dr Robert Redfield, le chef du CDC de Trump, a donné une interview dans laquelle il a « *prédit* » que la grippe aviaire se propagerait à l'homme et serait hautement fatale lors de la prochaine « *grande pandémie* », pour laquelle le COVID-19 n'était qu'un simple échauffement. Redfield a déclaré dans une interview de mars 2022 : « *Je pense que nous devons reconnaître – j'ai toujours dit que je pense que la pandémie de COVID a été un signal d'alarme. Je ne crois pas que ce soit la grande pandémie. Je pense que la grande pandémie est encore dans le futur, et qu'il s'agira d'une pandémie de grippe aviaire pour l'homme. Elle aura une mortalité significative de l'ordre de 10 à 50%. Il y aura des problèmes* ». En vertu des nouveaux pouvoirs dictatoriaux de l'OMS, celle-ci pourrait déclarer une urgence sanitaire sur une telle fraude, sans tenir compte des preuves contraires. Mondialisation.ca, 23 mai 2022

La virologie moderne repose sur une mystification ou une escroquerie.

JC – Deux conceptions s'affrontent, une dite de l'extérieur, l'autre de l'intérieur, pour être bref.

La première considère que la maladie vient de l'extérieur, virus, bactérie, microbe. C'est celle adoptée et favorable aux trusts pharmaceutiques et à la vaccination. Tu ne te sens pas très bien, mal de tête, un peu barbouillé, pas en forme, pas de problème, le remède miracle existe, on va te filer un médicament pour te soulager ou prévenir un mal pire encore, qui sait !

La seconde prétend que la maladie est le produit d'un déséquilibre du terrain biologique, où l'alimentation et psychologique ou mental, comportemental, environnemental de la personne, un manque ou un excès de vitamines, oligo-éléments, acides aminés, le stress prolongé, le manque de sommeil, une obsession, l'absorption d'air pollué ou un manque d'exercice physique, etc. provoquerait le dysfonctionnement de certaines cellules ou perturberait le fonctionnement de certains virus ou bactéries qui existent à l'intérieur du corps humain.

La seconde thèse semble juste et c'est facile de démontrer pourquoi.

Car, comment expliquer autrement que des médecins en contact avec des dizaines de malades contagieux atteints de la peste, de la rougeole, du choléra, de la variole, par exemple, ne tombaient pas malades et ne mourraient pas à leur tour, sinon qu'ils étaient immunisés naturellement, ils étaient auto-immunisés tout simplement, nul miracle.

Les adeptes de la première thèse n'ont pas d'explications à fournir pour expliquer pourquoi ces médecins étaient épargnés. Cet argument est imparable, impossible de le réfuter, malgré tout les autorités médicales le rejettent car il ne fait pas l'affaire de Big Pharma.

La santé de la population, ils s'en contrefoutent tous, voilà la vérité, seul les profits qu'ils peuvent en tirer les intéressent. Cela peut paraître incroyable tellement c'est dégueulasse ou inhumain. Cela ne correspond pas non plus à ce qu'on avait l'habitude d'entendre sur la médecine et les médecins, il va falloir vous y faire, car nous ne sommes pas au bout de nos découvertes, leur cynisme est sans fond.

Tous les « bons » médecins ou professeurs, tels Raoult, Péronne, Maudrux, etc. ils ont tous adopté la virologie qui favorise Big Pharma au détriment de leurs patients. Ce sont tous des adeptes forcenés de la vaccination, même quand ils avouent qu'elle ne sert à rien, extraordinaire, non ? Cela ne m'avait pas échappé, à l'arrivée ils ne valent pas mieux que leurs détracteurs, il ne faut pas se leurrer et rester lucide jusqu'au bout.

Démontage de la théorie virale

L'existence des virus de la polio, de la rougeole, du VIH, du CMV, de l'EBV, de l'hépatite C, de l'Ebola, de la grippe, du Zika et maintenant du coronavirus [SRAS-CoV-2] a-t-elle été démontrée et scientifiquement prouvée ?

Pour lire l'article :

<https://reseauinternational.net/demontage-de-la-theorie-virale/>

Totalitarisme. Le gouvernement unique, le parti unique, le candidat unique.

Tedros décroche un second mandat à la tête de l'Organisation mondiale de la santé - actu.orange.fr 24 mai 2022

Les jeux étaient quasiment faits avant le vote à bulletins secrets lors de l'Assemblée mondiale qui se tient à Genève: le docteur Tedros, comme il aime à se faire appeler, était le seul candidat en lice et soutenu par de nombreux Etats membres, qui pèsent lourd dans l'Organisation mondiale de la santé.

"*Je suis fier d'être à l'OMS*", a lancé le directeur général, remerciant les délégués "*pour leur confiance*". Selon plusieurs sources, il a obtenu 155 voix contre 5.

Le porte-parole du Département d'Etat Ned Price a félicité M. Tedros...

« *Il reste encore beaucoup à faire pour moderniser l'OMS pour qu'elle soit beaucoup plus efficace et réactive et nous savons que vous vous y engagez* », a déclaré Loyce Pace, la représentante de l'administration américaine, se faisant l'écho d'un sentiment largement partagé parmi les membres. actu.orange.fr 24 mai 2022

JC - Orange est un média français si je ne me trompe, et la seule déclaration qu'il relaie est américaine, normal la France est son vassal et n'a rien à dire...

L'OMS condamne la Russie pour son attaque de l'Ukraine et des services de santé - RFI 27 mai 2022

La Russie un peu plus mis au ban de la communauté internationale. RFI 27 mai 2022

JC – Elle n'en a autant rien à foutre. Les Russes paraissent plus résolus que jamais à rompre avec le modèle mondialiste que les Américains voulaient imposer à la planète entière. La prochaine étape pourrait être la sortie de l'OMC et de l'OMS.

Les Russes et les Chinois ne passent plus rien aux Américains.

La "guerre totale" de l'Occident contre la Russie va durer longtemps, selon Moscou - AFP 27 mai 2022

Corée du Nord: à l'ONU, Pékin et Moscou empêchent de nouvelles sanctions contre Pyongyang- BFMTV 27 mai 2022

Le projet de résolution défendu par Washington prévoyait aussi d'interdire plusieurs exportations nord-coréennes. Le texte visait aussi à accroître la lutte contre les cyber-activités de Pyongyang. BFMTV 27 mai 2022

La Chine s'estime «calomniée» par le discours du secrétaire d'État américain - RFI 27 mai 2022

La Chine s'est estimée calomniée, vendredi 27 mai, par le discours du chef de la diplomatie américaine Antony Blinken. Ce dernier a jugé que Pékin posait « *le risque le plus sérieux de remise en cause de l'ordre international* ».

Le but de ce discours était « *d'endiguer et de bloquer le développement de la Chine et de maintenir l'hégémonie et la puissance américaines* », a estimé un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Wang Wenbin.

Ce discours a « *répandu de fausses informations, exagéré la menace chinoise. Il s'est ingéré dans les affaires intérieures de la Chine et a calomnié sa politique intérieure comme extérieure* », a

dénoncé Wang Wenbin devant la presse. « *La Chine fait part de son fort mécontentement et de sa ferme opposition* », a-t-il ajouté. AFP/RFI 27 mai 2022

DOSSIER UKRAINE

A l'occasion des 3 mois du lancement de «*l'opération militaire spéciale*», le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou a livré son analyse de la situation, assurant en préambule qu'en dépit de l'importante aide occidentale à Kiev, Moscou poursuivrait son intervention militaire «jusqu'à ce que tous les objectifs soient remplis».

«*L'Occident a organisé en urgence l'approvisionnement en armes létales. Des conseillers militaires et des employés d'entreprises militaires privées sont envoyés dans le pays*», a fait savoir Sergueï Choïgou.

«*Les nationalistes procèdent à des exécutions démonstratives de ceux qui ont refusé de participer aux hostilités, bloquent la sortie des citoyens des villes, les utilisent comme boucliers humains, et dispersent les chars et l'artillerie dans les zones résidentielles. De nombreux faits de torture et de meurtres brutaux de prisonniers de guerre russes sont connus. Et ce n'est pas caché. Cependant, l'Occident refuse de reconnaître ces faits*», a-t-il poursuivi, notant que «*les pays dits civilisés non seulement nient l'existence du néo-nazisme en Ukraine, mais accueillent également avec les honneurs des représentants d'unités nazies impliquées dans des atrocités sanglantes*». RT 24 mai 2022

Une nouvelle guerre se prépare pour l'après défaite face à la Russie par Thierry Meyssan - Réseau 24 mai 2022

La guerre en Ukraine est un trompe l'œil. Derrière les apparences de l'unité de l'Otan et de sa consolidation par de nouveaux adhérents, plusieurs gros joueurs ménagent la chèvre et le chou. En réalité tous ceux qui ne sont pas aveuglés par leur propre propagande savent que leur camp va perdre et qu'il planifie déjà d'autres ennemis sur d'autres champs de bataille. Washington fait contre mauvaise fortune bon cœur et utilise la pression russe pour serrer les rangs.

<https://www.voltairenet.org/article217006.html>

Confirmation. La prochaine guerre programmée se met en place.

L'EIGS, branche sahéenne du groupe État islamique, se renforce dans le nord-est du Mali - RFI 27 mai 2022

Depuis début mars, la branche sahéenne du groupe État islamique mène des attaques dans la région de Ménaka, où plusieurs centaines de civils ont été tués et plusieurs milliers ont été contraints de fuir. RFI 27 mai 2022

Comment la CIA a échoué dans l'une des opérations secrètes les plus importantes d'Europe

L'édition américaine de Politico, dans un article de son chroniqueur Casey Michel intitulé « *Une opération secrète de la CIA pour soutenir l'indépendance de l'Ukraine* », fait état d'une « nouvelle stratégie » des États-Unis vis-à-vis de la Russie et de l'Ukraine.

L'auteur rappelle l'opération Red Sox de la CIA et des Mi-6, au cours de laquelle des agents ont été amenés en Ukraine occidentale à l'aide d'avions de transport pour établir des liens avec les gangs locaux de l'OUN-UPA. Les agents ont été recrutés dans les rangs des nationalistes ukrainiens. Les Américains savaient qui étaient les personnes qu'ils contactaient : les acolytes de Hitler.

« *Ils étaient les vrais nazis* », a noté un responsable des opérations de la CIA. Et pire encore, parce que beaucoup d'entre eux faisaient le sale boulot pour les nazis.

Mais cela ne les a pas gênés.

Les agents recueillent d'importants renseignements sur les défenses soviétiques et doivent soutenir le développement du mouvement nationaliste en Ukraine, étendant son influence de l'ouest à l'est et finalement à la Biélorussie, à la Pologne et aux pays baltes. L'objectif principal était de diviser l'empire soviétique. Au cœur de l'opération se trouvait un soulèvement de grande ampleur en Ukraine. En cas de succès, l'Ukraine devait devenir une base opérationnelle américaine. Des dizaines d'agents ont participé à la mission, qui est devenue l'une des plus grandes opérations secrètes des États-Unis en Europe.

Cependant, comme l'admet l'auteur, « *la CIA a subi l'une des défaites les plus cuisantes de l'ère de la guerre froide.* »

<https://reseauinternational.net/comment-la-cia-a-echoue-dans-lune-des-operations-secretes-les-plus-importantes-deurope/>

Ouverture de la « *Maison des crimes de guerre russes* » à Davos - Réseau Voltaire 24 mai 2022

Cette année le Forum de Davos se tiendra au mois de mai et non plus en hiver. Les citoyens russes en seront exclus quelque soit leur relation avec les autorités de leur pays. La Maison de la Russie qui servait à mettre en valeur ce pays et sa culture a été transformée en « *Maison des crimes de guerre russes* ». Une exposition photographique y dénonce la « guerre d'agression non provoquée » (sic) de la Fédération de Russie. Elle a été inaugurée en vidéo par le président ukrainien Volodymyr Zelensky.

Le Forum de Davos réunit chaque année les plus importants chefs d'entreprise mondiaux. Il est présidé par le Suisse Klaus Schab et supervisé par la National Endowment for Democracy via sa filiale patronale, le Centre pour l'entreprise privée internationale (CIPE).

La « *Maison des crimes de guerre russes* » est financée par l'oligarque Victor Pinchuk, symbole de la corruption en Ukraine [1]

[1] « *La Clinton-Pintchouk Connection* », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie), Réseau Voltaire, 22 février 2014.

<https://www.voltairenet.org/article182277.html>

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Inde.

Après le blé, l'Inde restreint l'exportation de sucre - AFP 25 mai 2022

L'Inde va imposer des restrictions sur l'exportation de sucre afin de protéger ses réserves par précaution et réduire l'inflation.

Le deuxième producteur et exportateur mondial de sucre après le Brésil va plafonner les exportations de sucre à 10 millions de tonnes pour la campagne de commercialisation qui s'étend d'octobre à septembre, selon un communiqué du ministère de l'Alimentation mardi soir.

Cette décision, qui entrera en vigueur le 1er juin, a été prise "*en vue de maintenir la disponibilité intérieure et la stabilité des prix pendant la saison sucrière*", a-t-il précisé.

Les exportations de sucre devraient atteindre un niveau record au cours de cette campagne de commercialisation, avec des contrats signés pour environ neuf millions de tonnes, dont 7,8 millions de tonnes déjà expédiées, a-t-il ajouté. AFP 25 mai 2022

JC - Tous les prétextes sont bons pour l'oligarchie pour spéculer sur les matières premières alimentaires. Gare aux Etats qui laissent faire !

Je ne mange jamais de gros poissons alors que la mer ici en regorge, thon, requin, etc. Pourquoi ? Parce que cette pêche est exportée, ces poissons sont en très petite quantité sur le marché local et hors de prix, idem pour les grosses crevettes ou gambas...

Quand je vivais dans un petit village de pêcheurs, tous les jours je voyais les tonnes de requins qui étaient chargés dans des camions réfrigérés, et quand j'allais au marché central de Pondichéry, dans le hall au poisson, il n'y avait même pas 5 requins proposés à la vente au détail, à 1000 roupies le kilo, s'il y en avait eu des centaines, on ne l'aurait même pas payé 100 roupies le kilo.

Sri Lanka.

Révolution de couleur au Sri Lanka? Par Jean-Pierre Page (Defend Democracy Press 16 mai 2022) - Mondialisation.ca, 20 mai 2022

Cette mise au point que je veux faire ici ne saurait signifier de ma part un quelconque soutien au président libéral et pro occidental Gotabaya Rajapaksa et son entourage de politiciens corrompus sur lesquels les occidentaux et le FMI exercent tantôt des pressions, tantôt ménagent et cela d'autant que le Président lui-même est d'origine nord-américaine. Ainsi il garde de fortes attaches à travers sa famille avec les USA.

Ainsi, la grave crise politique, monétaire, alimentaire et économique Sri Lankaise marqué par des mobilisations et par des violences fait l'objet de commentaires et de photos dans des publications progressistes, trotskistes, communistes ou d'ONG. Cela se fait le plus souvent par ignorance pour certains et pour d'autres avec des objectifs politiques précis évidents, les mêmes d'ailleurs que l'on a pu trouver dans différentes périodes face à des guerres comme celles en Syrie ou en Lybie. Ensemble, les mêmes pensent voir là les prémisses d'un vaste mouvement social radical voir d'une révolution. En fait il s'agit de tout autre chose, qui a toutes les caractéristiques d'une révolution de couleur sur le modèle Maïdan et qui partant de revendications sociales légitimes est maintenant dévoyé vers un changement de régime en faveur de la droite. Le seul fait que Victoria Nuland instigatrice et organisatrice du coup d'état en Ukraine se soit retrouvé à Colombo avant le début des événements actuels est particulièrement significatif. De la même manière qu'à Kiev l'on a fait usage des groupes néo-nazis, à Colombo cela se fait à travers un mouvement qui réunit plusieurs groupes paramilitaires sous le nom de "*black helmets*" auquel d'ailleurs le JVP est associé avec les forces d'un parti bouddhiste chauvin et quelques groupuscules trotskistes. Ils sont à l'origine des violences, incendies de résidences, vandalisme, etc.

En fait de quoi s'agit-il ? Pour Washington, il s'agit de mettre en place au Sri Lanka une plateforme stratégique offensive à partir de différents d'accords militaires (SOFA, MCC, AXA) s'inscrivent dans une conflictualité militaire permanente contre la Chine dont l'AUKUS, la Quad et l'élargissement des prérogatives de l'OTAN sont les preuves les plus manifestes. Jusqu'à ce jour la forte mobilisation populaire de ces dernières années en faveur du respect de la souveraineté du pays ont mis en échec ces projets. Il est d'ailleurs remarquable que le JVP et la droite ont toujours refusé d'agir en ce sens. Pour mémoire je rappelle que le port de Trincomalee au nord du pays dispose des installations en eaux profondes les plus importantes de toute l'Asie du Sud Est et qu'elles sont convoitées depuis longtemps par la 7e flotte des Etats-Unis. Le JVP et la droite sri lankaise soutiennent ces objectifs de l'impérialisme qui confirment s'il le fallait que la 3e guerre mondiale a commencé en Asie. On aurait donc du mal à trouver le JVP manifestant devant l'Ambassade des Etats-Unis ou à mettre en cause celle-ci, ce qui n'est pas le cas des partis traditionnels de la "*gauche*" comme le PC, le LSSP, le MEP, etc. une alliance de 11 partis progressistes.

En document attaché vous trouverez un compte rendu avec photos de la rencontre de l'Ambassadrice des USA à Colombo avec la direction du JVP au siège de ce parti. Un tel événement est sans précédent dans la vie politique Sri Lankaise et légitime totalement le JVP comme interlocuteur officiel des USA. Certes cela est le cas depuis longtemps, mais jamais cela s'était fait aussi ostensiblement. Je précise que les USA et le FMI soutiennent sans réserve le retour de la droite à la tête du gouvernement avec la nomination du conservateur Ranil Wickramasinghe (membre éminent de la Société du Mont Pèlerin fondée par Milton Friedman, Hayek, Karl Popper) comme nouveau première ministre. Depuis de nombreuses années le JVP reçoit d'importants financements et aides matérielles de la part de l'Ambassade des USA à travers US-Aid- le NED-CIA, et la Fondation Soros très active au Sri Lanka. Cette réalité est bien connu à Colombo, mais très peu en Europe ou en Amérique Nord ou de nombreux militants de "*gauche*" réagissent par rapport à ces événements plus émotionnellement que rationnellement c'est-à-dire sans une analyse politique s'appuyant sur des faits réels. D'ailleurs, je constate que dans le passé souvent les mêmes apportaient leur solidarité aux terroristes/séparatistes des Tigres du LTTE. C'est tout dire!
Mondialisation.ca, 20 mai 2022

Expliqué : Qu'est-ce qui a conduit à la crise économique du Sri Lanka, et qui l'aide ? - indianexpress.com May 19, 2022

<https://indianexpress.com/article/explained/sri-lanka-economic-crisis-explained-7849208/>

La colère contre la gestion par le président sri-lankais Gotabaya Rajapaksa de la crise économique qui s'aggrave dans cette nation insulaire de 22 millions d'habitants a dégénéré en violence jeudi en fin de journée, alors que des centaines de manifestants ont affronté la police pendant plusieurs heures. En raison d'une grave pénurie de devises étrangères, le gouvernement de M. Rajapaksa n'est pas en mesure de payer les importations essentielles, notamment le carburant, ce qui entraîne des coupures de courant débilantes pouvant durer jusqu'à 13 heures. Les Sri Lankais ordinaires doivent également faire face à des pénuries et à une inflation galopante, après que le pays a fortement dévalué sa monnaie le mois dernier, en prévision des négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) pour un programme de prêt.

Comment le Sri Lanka en est-il arrivé là ?

Selon les critiques, la crise, la plus grave depuis plusieurs décennies, trouve son origine dans la mauvaise gestion économique des gouvernements successifs qui ont créé et maintenu un double déficit - un déficit budgétaire et un déficit de la balance courante.

"Le Sri Lanka est une économie classique à double déficit", indique un document de travail de 2019 de la Banque asiatique de développement. "Les déficits jumeaux signalent que les dépenses nationales d'un pays dépassent son revenu national, et que sa production de biens et services échangeables est inadéquate."

Mais la crise actuelle a été accélérée par de profondes réductions d'impôts promises par Rajapaksa lors d'une campagne électorale en 2019, qui ont été promulguées quelques mois avant la pandémie de COVID-19, qui a anéanti une partie de l'économie du Sri Lanka.

L'industrie touristique lucrative du pays et les envois de fonds des travailleurs étrangers ayant été sapés par la pandémie, les agences de notation ont décidé de dégrader la note du Sri Lanka et l'ont effectivement exclu des marchés financiers internationaux.

À son tour, le programme de gestion de la dette du Sri Lanka, qui dépendait de l'accès à ces marchés, a déraillé et les réserves de change ont chuté de près de 70 % en deux ans.

La décision du gouvernement Rajapaksa d'interdire tous les engrais chimiques en 2021, décision qui a été annulée par la suite, a également frappé le secteur agricole du pays et provoqué une chute de la récolte de riz, qui est cruciale.

Que devient la dette extérieure du Sri Lanka ?

En février, le pays ne disposait plus que de 2,31 milliards de dollars de réserves, mais il doit rembourser environ 4 milliards de dollars de dette en 2022, dont 1 milliard de dollars d'obligations souveraines internationales (ISB) arrivant à échéance en juillet. Les OIS représentent la plus grande part de la dette extérieure du Sri Lanka, soit 12,55 milliards de dollars, la Banque asiatique de développement, le Japon et la Chine étant les autres principaux prêteurs.

Dans un examen de l'économie du pays publié le mois dernier, le FMI a déclaré que la dette publique avait atteint des "*niveaux insoutenables*" et que les réserves de change étaient insuffisantes pour les paiements de la dette à court terme.

Dans une note publiée à la fin du mois dernier, Citi Research a déclaré que la conclusion du rapport du FMI et les récentes mesures prises par le gouvernement étaient insuffisantes pour rétablir la viabilité de la dette, ce qui indique clairement la nécessité d'une restructuration de la dette.

Qui aide le Sri Lanka ?

Pendant des mois, l'administration de M. Rajapaksa et la Banque centrale du Sri Lanka (CBSL) ont résisté aux appels des experts et des dirigeants de l'opposition à demander l'aide du FMI malgré les risques croissants. Mais après la flambée des prix du pétrole à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie fin février, le gouvernement a fini par élaborer un plan pour approcher le FMI en avril.

Le FMI entamera des discussions avec les autorités sri-lankaises sur un éventuel programme de prêts dans les "*prochains jours*", a déclaré jeudi un porte-parole du FMI.

Avant de s'adresser au FMI, le Sri Lanka a fortement dévalué sa monnaie, ce qui a alimenté l'inflation et aggravé la douleur de la population, dont beaucoup endurent des difficultés et de longues files d'attente.

Dans l'intervalle, M. Rajapaksa a également sollicité l'aide de la Chine et de l'Inde, notamment pour le carburant. Une livraison de diesel dans le cadre d'une ligne de crédit de 500 millions de dollars signée avec l'Inde en février devrait arriver samedi. Le Sri Lanka et l'Inde ont signé une ligne de crédit d'un milliard de dollars pour l'importation de produits essentiels, notamment de nourriture et de médicaments, et le gouvernement Rajapaksa a demandé au moins un milliard de dollars supplémentaires à New Delhi.

Après avoir accordé à la CBSL un swap de 1,5 milliard de dollars et un prêt syndiqué de 1,3 milliard de dollars au gouvernement, la Chine envisage d'offrir à la nation insulaire une facilité de crédit de 1,5 milliard de dollars et un prêt distinct pouvant atteindre 1 milliard de dollars.
indianexpress.com May 19, 2022

Les manifestants accusent les Rajapaksas d'avoir déclenché la crise par la corruption et la mauvaise gestion. - aljazeera.com 20 May 2022

Le gouverneur de la banque centrale, P. Nandalal Weerasinghe, a déclaré lors d'une conférence de presse que des sommes suffisantes avaient été débloquées pour payer les livraisons de carburant et de gaz de cuisine, en utilisant en partie les 130 millions de dollars reçus de la Banque mondiale et les transferts de fonds des Sri Lankais travaillant à l'étranger.

Il s'exprimait après que la banque centrale a maintenu les taux d'intérêt stables lors d'une réunion de politique générale, citant une augmentation massive de 7 points de pourcentage en avril qui, selon elle, se frayait un chemin dans le système.

La banque centrale a également déclaré qu'elle allait abaisser le montant maximum de devises étrangères que les particuliers peuvent posséder de 15 000 \$ à 10 000 \$ et pénaliser toute personne qui les détient pendant plus de trois mois.

M. Weerasinghe a déclaré que les personnes devaient placer leurs devises étrangères excédentaires dans une banque ou les convertir en monnaie locale dans un délai de deux semaines. Passé ce délai, les responsables de la banque centrale et la police effectueront des descentes et toute personne enfreignant les nouvelles règles se verra infliger une amende, a-t-il déclaré.

Le pays est plus stable politiquement et économiquement, a déclaré M. Weerasinghe, ajoutant qu'il resterait à son poste. Le 11 mai, il avait déclaré aux journalistes qu'il démissionnerait dans deux semaines en l'absence de stabilité politique, car toutes les mesures prises par la banque pour faire face à la crise économique ne seraient pas couronnées de succès dans la tourmente.

Ranil Wickremesinghe, parlementaire de l'opposition, a été nommé Premier ministre la semaine dernière et a procédé à quatre nominations au sein du gouvernement. Cependant, il n'a pas encore nommé de ministre des finances.

L'inflation a atteint 29,8 % en avril, les prix des denrées alimentaires ayant augmenté de 46,6 % en glissement annuel.

La crise économique du Sri Lanka résulte de la confluence de la pandémie de COVID-19 qui frappe l'économie dépendante du tourisme, de la hausse des prix du pétrole et des réductions d'impôts populistes du gouvernement du président Gotabaya Rajapaksa et de son frère, Mahinda, qui a démissionné de son poste de premier ministre la semaine dernière.

Parmi les autres facteurs, citons les prix intérieurs fortement subventionnés du carburant et la décision d'interdire l'importation d'engrais chimiques, qui a dévasté le secteur agricole.

"C'est une économie qui ne s'est pas encore totalement remise de la pandémie", a déclaré Christian De Guzman, vice-président senior chargé du risque souverain chez Moody's. *"Le tourisme, qui est l'un de leurs moteurs de croissance, n'est pas revenu"*.

Le Sri Lanka est aussi officiellement maintenant en défaut de paiement sur sa dette souveraine, car une soi-disant période de grâce pour effectuer certains paiements d'intérêts obligataires déjà en retard a expiré mercredi.

Weerasinghe a déclaré que les plans pour une restructuration de la dette étaient presque finalisés et qu'il soumettrait bientôt une proposition au cabinet.

"Nous sommes en défaut de paiement préventif", a-t-il déclaré. *"Notre position est très claire, tant qu'il n'y a pas de restructuration de la dette, nous ne pouvons pas rembourser"*.

La banque centrale a déclaré que les prix de l'énergie et des services publics devaient être révisés de toute urgence, et les analystes ont déclaré que la capacité du Premier ministre à faire passer les réformes au Parlement et à surmonter la colère du public serait cruciale.

"Il doit présenter des réformes essentielles et d'autres mesures au Parlement pour tester son soutien et voir s'il bénéficie vraiment d'un consensus et de la stabilité", a déclaré Shehan Cooray, directeur de la recherche chez Acuity Stockbrokers à Colombo.

Il a toutefois ajouté que la situation s'était améliorée. *"Étant donné qu'à un moment donné, il était même difficile de trouver un gouverneur, le fait qu'il ait décidé de rester est une bonne chose"*, a déclaré M. Cooray.

Un porte-parole du Fonds monétaire international a déclaré jeudi que le Fonds suivait de près l'évolution de la situation et qu'une mission virtuelle au Sri Lanka devrait conclure les discussions techniques sur un éventuel programme de prêt au pays le 24 mai.

Le Sri Lanka a suspendu le remboursement d'environ 7 milliards de dollars de prêts étrangers dus cette année sur les 25 milliards de dollars à rembourser d'ici 2026. La dette extérieure totale du pays s'élève à 51 milliards de dollars. Selon le ministère des finances, le pays ne dispose actuellement que de 25 millions de dollars de réserves étrangères utilisables.

Expéditions de carburant

Les autorités ont annoncé des coupures de courant dans tout le pays, jusqu'à quatre heures par jour, car elles ne peuvent pas fournir suffisamment de carburant aux centrales électriques.

Le gouvernement a demandé aux employés de l'État de ne pas se rendre au travail vendredi, à l'exception de ceux qui sont nécessaires au maintien des services essentiels, en raison de la pénurie de carburant.

M. Wickremesinghe, s'exprimant devant le Parlement jeudi, a déclaré que le gouvernement s'efforçait de débloquer six cargaisons de carburant arrivées au port de Colombo.

"Il y a deux cargaisons d'essence parmi elles, mais cela ne mettra pas fin aux pénuries", a-t-il déclaré, ajoutant que les approvisionnements n'avaient été bloqués que jusqu'à la mi-juin.

"Notre objectif est maintenant de réduire les files d'attente et de trouver un moyen de démarrer une réserve de carburant, de sorte que même si quelques cargaisons sont manquées, il y ait du carburant disponible."

Cependant, il suscite une opposition considérable. Les manifestants qui s'agitent pour la destitution des frères Rajapaksa disent qu'il est leur larbin et continuent d'occuper l'entrée du bureau du président depuis plus d'un mois, appelant à la démission de Gotabaya Rajapaksa.

Des mois de manifestations antigouvernementales ont conduit au quasi-démantèlement de la famille dirigeante autrefois puissante, l'un des frères du président ayant démissionné de son poste de premier ministre, tandis que d'autres frères et un neveu ont quitté leurs postes ministériels.

Les manifestants accusent les Rajapaksas d'avoir déclenché la crise par la corruption et la mauvaise gestion. aljazeera.com 20 May 2022

États-Unis

Qui peut croire encore aux États-Unis ? - donbass-insider.com 24 mai 2022

Dans les questions qui reviennent souvent parmi les lecteurs, celles dubitatives concernant l'implication des États-Unis avec les néonazis en Ukraine est révélatrice de la désinformation que nous subissons. Lorsqu'elle est posée, c'est toujours dans le doute que les États-Unis, les hommes du débarquement en Normandie, le pays de la « Démocratie » puissent avoir la faiblesse de travailler, utiliser, protéger et même privilégier des partis ou des régimes d'extrême droite ou dictatoriaux à travers le monde. La grande ignorance vient à la fois du fait des intenses propagandes menées depuis 70 ans, mais aussi de l'idée, à travers par exemple le cinéma, que l'Américain est forcément toujours « *le gentil* ». Les Américains ne nous ont-ils pas sauvé à la fois du nazisme, puis du communisme durant la Guerre froide ? Que serions-nous sans les Américains ?

La drôle d'alliance « *éternelle* » entre la France et les États-Unis d'Amérique. C'est oublier l'histoire agitée des relations entre nos deux pays. S'il y eut dans le monde un pays redevable de la France, ce sont bien les États-Unis. Sans la flotte française, les manufactures d'armes qui produisirent à crédit celles dont avaient besoin les insurgés américains, la révolte américaine serait restée dans l'histoire comme une insurrection écrasée. Cette guerre coûta à la France l'équivalent du prix de trois châteaux de Versailles, une somme colossale qui ne fut jamais remboursée. Pire encore, elle aggrava la situation économique de la France, jusqu'à l'éclatement de la Révolution française. Les traités de commerce et d'alliance éternels signés par les États-Unis avec la France furent dénoncés par les Américains, dès l'appel à l'aide contre l'Angleterre (1793). Malgré un convoi de blés, resté fameux, qui sauvant sans doute la France révolutionnaire (1794, ce dernier ayant été payé rubis sur l'ongle), l'Amérique penchait dangereusement dans le camp de la perfide Albion. Il en découla une guerre franco-américaine larvée, qui fut notre récompense pour notre aide (1798-1800). Cette guerre exclusivement navale, fit le bonheur des corsaires français qui ravagèrent les rangs de la flotte de commerce américaine, près de 2 000 navires furent pris par la France... contre seulement 22 perdus pour les Français. Ce fut Bonaparte, Premier Consul qui en termina, avec un traité de paix signé par son frère Joseph à Mortefontaine (30 septembre 1800), puis pour éviter une guerre future, préféra leur vendre la Louisiane (1803, immense territoire composé de plus d'une dizaine d'états américains actuels), contre argent... dégrevé du prix des fameux navires. Les Anglo-saxons ne perdent jamais le Nord... du dieu argent.

Au secours de La Fayette... si vous payez l'addition. Les droits de l'Homme et le respect des traités signés par les États-Unis s'arrêtent toujours à leurs intérêts marchands. Toute l'histoire de ce pays le démontre avec éclat, l'incident des sous-marins français devant être vendus à l'Australie, le prouve hélas de nouveau (automne 2021). Il n'y a pas d'alliés pour les USA, seulement des serviteurs ou des territoires à exploiter. C'est ainsi que les traités signés avec les Amérindiens furent dénoncés et que l'ensemble de leurs terres furent volées, tandis que les différents peuples furent quasiment exterminés, durant la longue conquête de l'Ouest. Les États-Unis étaient également absents en 1914, tout au plus quelques dizaines de pilotes volontaires dans une escadrille et se fut tout jusqu'en 1917. Lorsque les Américains chantèrent « *La Fayette nous voilà !* », la France était au bord de la rupture et manqua bien d'être vaincue, surtout après la Révolution en Russie, qui mit hors de combat l'allié russe. Ils n'entrèrent en guerre qu'après la naissance de la menace des sous-marins allemands et des incidents maritimes notables (torpillage du Lusitania). Si les USA avaient « *fini par y aller* », ce n'était pas politiquement de bon cœur. Leur intervention eut un prix, le matériel et les usines américaines ne tournèrent pas à plein régime comme nos manufactures de 1780, sans compensation financière... Entre la Première et la Seconde Guerre mondiale, 80 % des stocks d'or du Monde qui se trouvaient en Europe, principalement entre Londres, Paris et Berlin se retrouvèrent

entre les mains des États-Unis. Un coup de maître pour les USA, devenant dès lors la première puissance économique mondiale.

Ford, eugénisme et nazisme. L'intervention dans la Seconde Guerre mondiale fut encore plus tardive, et le fait par ailleurs, de l'attaque japonaise de Pearl Harbour (7 décembre 1941), et d'une déclaration de guerre de l'Allemagne hitlérienne (12 décembre). Sans cela, nous pouvons légitimement nous demander, si les Américains seraient finalement intervenus. Avant la guerre, une importante frange du peuple américain, par ailleurs liée à l'Allemagne, avait de fortes sympathies avec l'Allemagne nazie. Rappelons simplement Ford et son amitié pour Adolf Hitler, ou encore les théories communes de l'eugénisme dans les deux pays, le parti fasciste américain à l'influence réelle, et enfin l'importante diaspora allemande. La suite nous la connaissons, la victoire, le plan Marshall, la Guerre froide, des guerres par procuration partout dans le monde, la création de l'OTAN (1947). Prenant fermement le rôle de gendarme de l'Humanité, les États-Unis n'ont dès lors cessé d'interférer dans toutes les parties du globe, souvent militairement, à chaque fois pour des raisons économiques, de maintien de leur hégémonie, politiques ou stratégiques. Ces raisons d'État ont même été la cause des ratlines américaines, à savoir le recyclage de plus de 20 000 nazis et collaborateurs européens, sans parler de l'accueil ou l'organisation de la fuite de dizaines de milliers d'autres.

Le recyclage systématique des élites nazies par les USA. Partout, elles furent réutilisées, au niveau de la recherche et des sciences, citons simplement Wernher von Braun (1912-1977), le père des fusées américaines, nazi notoire qui termina directeur de la NASA. Mais aussi des spécialistes des services secrets, comme Reinhard Gehlen (1902-1979), nazi, chef des services allemands sur le front de l'Est, bientôt chef des services secrets de l'Allemagne de l'Ouest, ou encore Klaus Barbie (1913-1991), chef de la Gestapo de Lyon, meurtrier, réutilisé par la CIA dans ses actions souterraines en Amérique du Sud, notamment comme spécialiste de la torture. Otto von Bloschwing (1909-1982), nazi et SS, agent des services secrets de la SS, le SD, recyclé par la CIA et opérant ensuite Europe, décédé en Californie. Que dire encore de Wilhelm Höttl (1915-1999), également SS, travaillant dans le contre-espionnage pour le RSHA (énorme organisation de police politique nazie), lui aussi recyclé comme agent de la CIA (1947-1949), ou Guido Zimmer (1911-1977), officier SS du SD, criminel de guerre impliqué dans des massacres et l'Holocauste, lié également aux services américains et qui échappa toujours à la justice grâce à eux. Plus de 20 000 nazis de cette sorte, imaginez l'énorme dictionnaire qu'il faudrait faire pour en étaler l'histoire et la teneur... Car après la vitrine des procès autour de Nuremberg (1945-1949), les États-Unis ne se privèrent pas dans leur lutte contre l'URSS d'employer des milliers de nazis. Ils ne furent pas seulement Allemands ou Autrichiens, mais aussi Croates, Hongrois, Roumains, Bulgares et bien sûr Ukrainiens. Le principal repli des partisans de Bandera et Choukhevytch fut justement l'Europe occidentale et surtout le Canada et les États-Unis. Les membres de l'UPA furent massivement employés comme Yaroslav Stetsko (1912-1986), lieutenant de Bandera, mouillé dans les massacres de Juifs et de Polonais (1941-1944), qui fonda aux USA l'ABN, le Bloc des nations anti-bolcheviques. Ainsi les États-Unis ne cessèrent jamais d'employer des nazis, puis des fanatiques religieux, des régimes militaires ou dictatoriaux. Nous pouvons d'ailleurs repérer quatre phases distinctes.

Au nom de la lutte contre le communisme, le « spécialiste » nazi au cœur des services américains. La première commença dès avant 1945, et perdura jusque dans les années 70. Elle consistait à recycler et utiliser les nazis dans toutes les parties du monde. en Europe particulièrement, afin de lutter contre l'Union soviétique dans l'âpre combat de la Guerre froide. Ils participèrent à du renseignement, à la formation de réseaux, au recrutement d'agents, de saboteurs, d'hommes de main. Ils furent très actifs dans les pays du Pacte de Varsovie, dans les Balkans, en Grèce, en Europe Centrale et de l'Est. Mais ils furent aussi utilisés en Amérique du Sud ou dans les Caraïbes

(assassinat de Trujillo en République Dominicaine, avec l'aide de la CIA, en 1961). Sur le continent sud-américain, ils installèrent ou supportèrent des régimes militaires et fascistes et différentes dictatures, verrouillant l'Amérique du Sud, terrain propice à la propagation du communisme avec la proximité de Cuba. Très soucieuse de ne pas voir tomber la zone sous l'influence soviétique, les Américains fermèrent les yeux sur les exactions terribles des différents régimes, commises parfois avec leur aide, comme le prouve Naomi Klein dans sa *Stratégie des chocs* (2007). Partout, en Argentine, au Paraguay, en Uruguay, au Chili, en Bolivie, au Brésil, des agents nazis ou fascistes, Allemands, Autrichiens, Italiens, Hongrois, Croates furent à la base des polices secrètes, des méthodes concentrationnaires, d'interrogatoires et de tortures, d'assassinats. Avec le temps, ces régimes furent abandonnés, les sbires nazis autrefois d'utiles agents, finalement lâchés et parfois poursuivis. Ce fut le cas par exemple de Klaus Barbie. Les USA se débarrassaient alors de tout un système afin de laver ses écuries et se donner bonne conscience.

Réseau Gladio, financement du terrorisme d'extrême-droite et supports aux dictatures dans le monde. Dans cette deuxième phase qui commença au début des années 70, les néonazis furent employés sans vergogne. Ce fut le cas de Stefano Delle Chiaie (1936-2019) un militant italien néofasciste utilisé ainsi que beaucoup d'autres, pour mener des actions terroristes financées et pilotées par la CIA, dans le cadre de la stratégie de la tension. Il s'agissait ici de terroriser la population en maintenant une pression avec des attentats meurtriers (années de plomb), soit mis sur le dos de mouvements terroristes d'extrême-gauche, soit pour montrer le danger de la montée des forces d'extrêmes gauches. L'exemple italien ne fut pas isolé, cette stratégie, pouvant d'ailleurs être couplée avec celle du choc (soutien à des régimes dictatoriaux meurtriers). Cette dernière fut déployée par les USA partout dans le monde, en Amérique du Sud (assassinat du président Allende au Chili, le 11 septembre 1973, par exemple), mais aussi en Afrique (avec le soutien à Mobutu au Zaïre, des années 60 à 80), au Moyen Orient (soutien aux islamistes contre le Shah d'Iran dont le régime prit fin en 1979), et en Asie (financement des premiers fanatiques religieux, comme en Afghanistan de 1979 à 1989). Elle fut généralisée et permis la construction de digues contre le communisme, le contrôle des électors, la mainmise sur des économies et des richesses stratégiques. A la fin de l'Union soviétique, l'écroulement du bloc de l'Est et la disparition du Pacte de Varsovie, cette deuxième phase se termina, ayant donné lieu aussi à l'infiltration des syndicats comme en France (Trotskistes, révolution de 1968). La chute de l'URSS lança bientôt les États-Unis dans des opérations militaires de contrôles directs de différents pays.

Des interventions militaires à la multiplication des révolutions colorées. C'est donc au début des années 90 que commença la troisième phase. Ce fut le cas au Moyen Orient avec l'intervention au Koweït (1990), la déstabilisation puis la destruction de la Yougoslavie (1991-2001, dont la guerre du Kosovo, 1998-1999), suivie de l'intervention en Somalie (1993), l'invasion de l'Afghanistan (2001-2021), puis de l'Irak (2003-2011), le soutien et le financement d'une révolution colorée en Géorgie (2003), puis de la Révolution Orange en Ukraine (2004), d'un coup d'État militaire à Haïti (2004), d'une révolution colorée au Kirghizistan (2005), d'une autre avortée en Biélorussie (2005), de celle dite du Cèdre au Liban (2005) et de celle de Jasmin en Tunisie (2005), d'opérations militaires de nouveau en Somalie (2006-), puis de l'invasion de la Libye (2011), de la tentative de destruction de la Syrie (2011-2018). La liste donne déjà le tournis et ne doit pas faire oublier que dans le monde arabe, les USA étaient à l'œuvre depuis longtemps. Ils soutinrent dans le passé des régimes, comme celui de l'Irak dans sa lutte contre l'Iran (1980-1988), qu'ils allaient ensuite détruire. Les Américains ont ainsi réalisé dans le monde musulman la même chose qu'ils avaient faite avec les nazis : supporter et armer les islamistes à des fins machiavéliques visant à atteindre des objectifs concrets de contrôles de points stratégiques et de ressources capitales pour le virage du XXIe siècle. Ces plans se sont jusqu'alors en partie réalisés, alors que les États-Unis prenaient quasiment le contrôle de l'Union européenne en passe de vassalisation totale.

Une révolution colorée de trop, la révolution du Maïdan et l'écueil russe. C'est la réapparition de la Russie dans le jeu international, concurrente de nouveau gênante, qui a entamé la quatrième phase de cette longue liste de manipulations et d'agressions à l'internationale. Pour frapper la Russie, les États-Unis ont imaginé refaire le coup des révolutions colorées, quasiment réussies partout, en visant l'Ukraine. Ce pays apparaissait comme une cible de choix, car elle comprenait une composante néonazie très importante. En renouant avec les stratégies du temps passé, les USA pouvaient espérer faire tomber le pion ukrainien en utilisant toute la violence et force des nombreux réseaux et milieux néonazis en Ukraine. Ce fut la Révolution du Maïdan (2013-2014), commencée alors que la Russie était sur le point de fonder l'Union Eurasiatique, s'étant d'ailleurs rapprochée de pays non-alignés comme le Venezuela, le Brésil, l'Inde ou la Chine. En Ukraine, les Américains n'ont donc eu aucun scrupule, à financer et utiliser les partis néonazis comme le Parti National-Socialiste d'Ukraine, Svoboda, et d'autres groupuscules émergeant, comme le Pravy Sektor (Secteur Droit), le Marteau Blanc et autres. En se cachant derrière une pléiade de politiciens et oligarques corrompus (Porochenko, Timonchenko, Zelensky), qui apportaient une couleur légale, européenne et sociale-démocrate, cette dernière révolution fut en partie un échec. Les mercenaires, l'argent, les bataillons néonazis, rien ne put empêcher le rattachement de la Crimée à la Russie (mars 2014), puis l'insurrection du Donbass (avril-mai 2014), conduisant cette fois-ci à une guerre larvée de huit ans, puis à l'intervention russe (24 février 2022).

Historiquement, il n'y a donc aucune impossibilité aux Américains de faire alliance avec des néonazis. La realpolitik américaine depuis l'indépendance du pays en 1776 a été construite sur les seuls intérêts américains, envers et contre tous. Les États-Unis furent le dernier pays esclavagiste occidental, la terre de création du Ku Klux Klan, des ségrégations raciales, mais aussi la mère des théories eugénistes et récemment de celles du Gender. Elle fut aussi à l'origine de l'extermination systématique des Amérindiens, la mère de la bombe atomique et seule nation l'ayant utilisée contre d'autres hommes, en l'occurrence seulement des civils. En faudrait-il plus pour démontrer que le gouvernement américain a toujours été prêt à tout ? Qui peut croire encore à la bienveillance des États-Unis, à sa parole donnée, à ses bonnes intentions et au fait que selon nos médias occidentaux, il n'y a pas de néonazis en Ukraine, encore moins au service des USA ? Qui ?

Laurent Brayard pour le Donbass Insider